

Edition PDF
du 22 octobre 2007

Les articles mis en ligne
entre le 17 et
le 22 octobre 2007

**Analyses,
commentaires
et informations sur
l'actualité suisse.**

Un point de vue
réformiste en
toute indépendance
depuis 1963,
désormais interactif
et en continu sur
domainepublic.ch

Dans ce numéro

La concordance est toujours actuelle

Un premier commentaire des élections fédérales
(Jean-Daniel Delley)

Le nécessaire repositionnement

Pour un front commun des partis non blochétiens
(André Gavillet)

Jusqu'où progressera l'UDC au parlement et dans nos têtes?

Retrouver les clés de la Suisse multiculturelle
et ouverte au monde (Alex Dépraz)

Observations par-dessus la Sarine, pêle-mêle et à chaud

Une Suisse unifiée par le marketing politique où
interagissent les échelles de la personnalité, du
supracantonalisme et de la mondialisation
(Yvette Jaggi)

Fin de soirée électorale

A Lausanne comme probablement
un peu partout en Suisse (Jacques Guyaz)

Elections fédérales à Fribourg: un Sonderfall face au reste du pays?

Il vaut la peine d'examiner le détail des résultats
(Erika Schnyder, syndique PS de Villars-sur-Glâne)

Les trois voies de l'autopartage

La Grande-Bretagne et la France se lancent aussi,
mais elles n'ont pas Mobility (François Brutsch)

La taxe écologique réconciliée avec le social

Du sac poubelle à l'énergie,
c'est la seule consommation excédentaire
qu'il faut faire payer au prix fort (Pierre Imhof)

Le Costa Rica a voté oui au Traité de libre échange avec les Etats-Unis

Un vote serré pour un enjeu considérable
(Charlotte Robert)

Disparition: Jeanlouis Cornuz, chroniqueur

Son nom est associé à 20 ans de la vie de DP
(André Gavillet)

La concordance est toujours actuelle

Un premier commentaire des élections fédérales

Jean-Daniel Delley (21 octobre 2007)

«*Nous avons privilégié les thèmes où nous sommes forts. Les autres partis, au lieu de mettre en avant leurs propres thèmes, nous ont cherchés*».

Dimanche soir, le vice-président romand de l'UDC, Yvan Perrin, ne pouvait mieux résumer la campagne électorale. Un autre vice-président romand, le socialiste Pierre-Yves Maillard, reconnaissait d'ailleurs que son parti n'avait pas suffisamment insisté sur la politique sociale, un dossier sur lequel l'UDC ne pouvait que faire profil bas, tant son programme est défavorable aux milieux modestes.

Bref, l'UDC a une nouvelle fois fait la démonstration de son professionnalisme électoral, face à des adversaires désemparés, à la traîne, quand ce n'est pas tétanisés.

Si les socialistes ont subi une sévère défaite, on ne peut parler d'un bouleversement politique, pas plus que d'une rupture voulue par l'électorat, comme l'analysait André Crettenand à la télévision. La population n'a pas soutenu la politique de l'UDC, comme l'a déclaré son arrogant président Ueli Maurer: 28,8% des suffrages, ce n'est pas la population. Plus qu'un glissement à droite, les élections traduisent un réaménagement des rapports

de force au sein de la droite comme de la gauche. Et le centre droit, pour autant qu'il affirme son autonomie face à l'UDC, reste la force déterminante pour la constitution de majorités au parlement, comme dans la précédente législature.

Cette réalité, et non les ballons d'essai – prétentieux de la part de l'UDC, maladroits et versatiles venant de la direction socialiste – doit guider la réflexion relative à la composition du Conseil fédéral. Le «*souffle nouveau*» au gouvernement auquel aspire l'UDC ne viendra pas d'un *diktat* de ce parti, mais d'une clarification. Le leader national-conservateur n'a plus sa place au sein de l'exécutif: en quatre ans, Christoph Blocher a fait la preuve de sa double incapacité collégiale et gouvernementale. Il n'est même pas question de lui trouver un successeur UDC, tant ce parti a montré son inaptitude à endosser son rôle de parti gouvernemental: qu'il refuse l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne, c'est son droit; mais qu'il sabote systématiquement tout rapprochement avec l'Europe relève de l'irresponsabilité politique la plus crasse. Quant au scénario d'un gouvernement exclusivement bourgeois, il ne tient tout simplement pas la route. Une analyse des

coalitions gagnantes au cours de la dernière législature montre que les bourgeois ne sont pas capables de réunir à chaque fois une majorité, d'autant moins que radicaux et démocrates-chrétiens ne constituent pas des groupes homogènes et disciplinés. Et quand ils y parviennent, le peuple peut venir troubler cette entente.

En réalité, les décisions parlementaires impliquent des majorités changeantes au gré des différents dossiers. L'UDC, malgré sa progression en 2003 et ses coups de gueule, n'a obtenu que peu de résultats substantiels, réticent qu'il est à s'associer à des solutions de compromis. C'est précisément là que réside la chance d'une gauche, même légèrement affaiblie: contribuer à ces solutions de compromis, même si elles ne correspondent pas entièrement à son programme.

Dans ces conditions, la seule solution raisonnable consiste à restituer au PDC son deuxième siège. La composition du Conseil fédéral ne résulte pas mécaniquement du résultat des élections fédérales – les socialistes, premier parti du pays dans l'entre-deux guerre n'ont pas eu accès au gouvernement. Elle traduit une volonté et une capacité de gouverner ensemble.

Le nécessaire repositionnement

Pour un front commun des partis non blochériens

André Gavillet (22 octobre 2007)

Le sismographe électoral a enregistré des secousses fortes. Les chiffres sont connus. Impressionnante avance de l'UDC qui partait pourtant d'un niveau élevé atteint en 2003. Poussée des verts, dans l'air (à purifier) du temps. Pertes lourdes socialistes et radicales.

L'analyse fine des résultats permettra d'apporter des explications plus documentées que les premiers commentaires à chaud: moyens financiers, simplification des messages, marketing centralisé, personnalisation quasi plébiscitaire sur Christoph Blocher, rôle des alliances cantonales. Dans les facteurs négatifs, à relever l'image brouillée qu'a donnée le PS, qui prétendait arbitrer la rivalité entre radicaux et PDC soucieux de retrouver leur deuxième siège au Conseil fédéral – alors qu'au nom de la proportionnelle il ne contestait pas la participation de l'UDC à l'exécutif. De même, le parti radical a payé sa trop étroite collusion avec l'UDC.

L'erreur serait de croire que le peuple a tranché et fixé l'orientation pour quatre ans

de la politique suisse. En réalité, il n'a pas confié le leadership à Christoph Blocher, qui a été rejeté par plus de 70% des votants. Mais lui va prétendre jouer ce rôle. La proposition de l'UDC de renouveler trois conseillers fédéraux sur sept confirme cette ambition d'un pouvoir accru. Or l'incompatibilité du style et du programme de l'UDC avec la majorité du Parlement demeure, aggravée. Elle est fondamentale sur trois points cruciaux: nos relations avec l'Union européenne, même au niveau modeste du développement de la collaboration bilatérale; le financement de la politique sociale, et plus profondément la volonté affichée par l'UDC d'un affaiblissement de l'Etat; enfin l'exploitation de la peur, la désignation du bouc émissaire manipulée avec le cynisme d'une publicité sans scrupule fait que l'UDC n'est pas civiquement et éthiquement fréquentable.

Il est donc nécessaire que les partis non blochériens reviennent leur collaboration réciproque. Le PDC, dans cette configuration, a un rôle

historique à jouer comme parti certes conservateur mais centriste et socialement ouvert. Un homme comme Urs Schwaller a le poids et l'autorité qui permettraient de tisser des liens. Le PDC aurait tort de se laisser enfermer dans une collaboration-rivalité avec le seul parti radical. Le front anti-blochérien doit englober les socialistes et les verts. Cela signifie et pour la gauche et pour la droite une révision des positionnements traditionnels. Quand on entend des responsables de la droite se féliciter d'une alliance avec l'UDC qui a permis de conforter une majorité et de gagner un siège, on se dit qu'ils retardent d'une guerre. Le danger pour le pays, il est blochérien. Il faut lui opposer, sans gommer les divergences, un front commun (les Français diraient pompeusement un Front républicain).

Le repositionnement a pour sens d'empêcher l'UDC d'exercer son leadership, et de subordonner les rivalités naturelles et légitimes à cet intérêt supérieur.

Jusqu'où progressera l'UDC au parlement et dans nos têtes? Retrouver les clés de la Suisse multiculturelle et ouverte au monde

Alex Dépraz (22 octobre 2007)

Ceux qui pensaient que la progression de l'UDC allait s'arrêter en sont pour leurs frais. L'UDC continue sa marche en avant. Le parti de Blocher devient la première force politique des deux grands cantons romands, Vaud et Genève. C'est une réalité désolante pour la gauche comme pour la droite. On parle de «*rattrapage*», de «*réservoir de voix*»; on évoque le «*seuil critique*». Le système politique suisse aurait des défenses immunitaires contre un parti extrémiste.

Les faits sont là. Il n'en est absolument rien. Et, dans quatre, huit, peut-être douze ans, rien ne dit que nous n'assisterons pas à une nouvelle avancée d'un parti qui a fait de la xénophobie son principal thème de campagne. Une chimère que l'UDC majoritaire? En Argovie, considérée parfois

comme une Suisse miniature, l'UDC a dépassé allègrement la barre des 35% des voix et se situe à moins de 15% de la majorité absolue. Jusqu'où doit aller le succès de l'UDC au parlement et dans nos têtes pour que ce parti soit mis hors-jeu?

La victoire dominicale de l'UDC n'a pas été obtenue grâce à un porte-monnaie certes bien garni mais sur le terrain des valeurs. Comme un vulgaire squatteur, Blocher s'est approprié sans vergogne «*notre Maison, notre Suisse*», d'autant plus facilement que la gauche l'a désertée. Il ne suffit pas d'occuper la verte prairie du Grütli et d'agiter un drapeau à croix blanche pour répliquer. La gauche paraît avoir perdu les clés de cette maison helvétique multiculturelle, ouverte vers l'extérieur et lucide sur son passé dans

laquelle nous sommes pourtant si nombreux à nous reconnaître.

Au cliché de l'Helvète qui «*trait sa vache et vit paisiblement*» répond la réalité d'une Suisse à la pointe de la recherche et au cœur de la mondialisation. L'ignominie de la Suisse qui se verrouille et rejette les étrangers contredit sa tradition humanitaire et l'admission de notre part de responsabilité dans les abominations du siècle précédent. A la montagne isolée repliée sur ses abris et ses coffre-forts s'opposent l'exploit technologique et économique des NLFA et un plateau au centre du continent européen qui doit être au cœur de son projet politique.

Ce qu'il faut isoler, ce n'est pas notre pays mais ce parti qui tente de faire main basse sur lui.

Observations par-dessus la Sarine, pêle-mêle et à chaud

Une Suisse unifiée par le marketing politique où interagissent les échelles de la personnalité, du supracantonisme et de la mondialisation

Yvette Jaggi (22 octobre 2007)

L'UDC avait un objectif, dûment quantifié: obtenir 100'000 électeurs supplémentaires par rapport à 2003. Objectif largement obtenu, avec un passage d'environ 561'000 à quelque 689'000. Augmentation de 128'000 électeurs, imputable

principalement à l'augmentation du nombre des inscrits et du taux de participation et, pour près de la moitié, à l'accroissement de la force du parti. La démographie et la participation ont donc bel et bien roulé pour l'UDC (DP 1750). Dès les premiers

résultats connus, le président Ueli Maurer martèle «*l'urgente nécessité de faire avancer la Suisse*» et annonce le tarif pour le 12 décembre: les trois conseillers fédéraux les plus anciens, mais non les plus âgés, laissent leur place à trois nouveaux. Moritz Leuenberger

(élu en 1995), Pascal Couchepin (1998) et Samuel Schmid (2001). Du coup, l'UDC se débarrasse de son «*demi-ministre*» et Christoph Blocher peut choisir le département qu'il veut reprendre (le DFI, éventuellement le DETEC), étant entendu que Micheline Calmy-Rey, seule plus ancienne que lui, souhaite rester aux affaires étrangères. Ainsi se poursuivrait la marche vers le pouvoir d'un homme qui ne peut se contenter d'être occasionnellement *primus inter pares*.

De bout en bout de la campagne, l'Union dite du Centre a montré que ses stratégies n'étaient jamais à bout d'arguments ni de culot; ils savent (ré)agir vite, en virtuoses de l'opportunisme et du marketing politiques réunis. Leur adéquation aura coûté une fortune à l'UDC - en termes de palettes d'affiches et de tracts retenus juste avant distribution - mais lui aura donné l'image d'une efficace mobilité dans la campagne. Exemple: ces derniers jours, à l'adresse de la presse étrangère accusant Blocher & Cie de gâcher l'image d'une Suisse propre en ordre, l'UDC a mis en ligne sur son site Internet divers textes d'instruction civique et de propagande politique en italien (par ailleurs oublié comme langue nationale), en espagnol ainsi qu'en anglais. C'est ainsi que la fameuse initiative pour le renvoi des étrangers criminels devient «*the popular initiative*

for the deportation of criminal foreigners». Comme disent MM. Robert et Collins *senior*, le terme anglophone de *deportation* correspond à expulsion en langage contemporain, et non plus au sens «*historique*» des années les plus sombres du siècle dernier.

Plutôt dure à vivre pour une formation qui s'était annoncée comme le futur principal parti de Suisse, la plongée du parti socialiste suisse au-dessous de la barre des 20% des suffrages ne s'était plus produite depuis un demi-siècle, sauf aux élections de 1987 et 1991 (respectivement 18.4% et 18.5%). A l'époque, le groupe réunissait 41 membres du Conseil national - tandis que les député-e-s au Conseil des Etats se comptaient encore sur les doigts de la main, contre neuf dès 2003 et probablement autant dans la législature à venir. De quoi relativiser, sinon se consoler. De quoi aussi comprendre la nécessité - et la possibilité - de travailler plus durement, sur le fond politique parce que sur le plan de la forme et de la mise en scène, le leadership est ailleurs...

Parmi les socialistes non réélus en Suisse alémanique, deux départs particulièrement regrettables: la zurichoise Vreni Müller-Hemmi, sans doute la parlementaire la plus engagée en matière de politique culturelle, quitte le Conseil national au moment où ce dernier commence enfin

l'examen des lois fédérales sur l'encouragement de la culture et sur Pro Helvetia. Quant au départ du Soleurois Boris Banga, maire de Granges, il décapite le groupe parlementaire pour les affaires des villes et des communes.

Tandis que la députation aux Chambres fédérales demeure inchangée dans de nombreux cantons (BL, LU, TG, ZG entre autres), cela tangué ailleurs. Bâle-Ville perd son troisième conseiller national socialiste, la délégation neuchâteloise au Conseil national repasse à droite, l'UDC Toni Brunner, semi-professionnalisé par son parti comme le romand Yvan Perrin, bouscule tout le monde à Saint-Gall où il sort en tête au Conseil national et, aussi, au Conseil des Etats, devant les deux sortants, le démocrate-chrétien Eugen David et la radicale Erika Forster-Vannini.

A noter qu'Argovie, le canton souvent considéré comme une Suisse miniature, renvoie à Berne une délégation de 17 membres, quasiment inchangée puisque seul un siège au Conseil national change de parti, passant des Evangéliques au PDC. L'UDC, qui avait passé de 5 à 6 conseillers nationaux (plus un député aux Etats) en 2003 retrouve en 2007 le même effectif, avec toujours un député aux Etats. Stabilité donc dans le *Mittelkanton* pour une fois non représentatif.

Fin de soirée électorale

A Lausanne comme probablement un peu partout en Suisse

Jacques Guyaz (22 octobre 2007)

Ancienne école de chimie du canton de Vaud, 23h15, les derniers résultats se font attendre, deux bureaux encore à valider. Poubelles pleines, regards fatigués, la salle est à moitié vide, les journalistes finissent leurs papiers. Une jeune candidate verte élue – Adèle Thorens – un petit bouquet de fleurs blanches à la main marche deci delà en répétant, «*je n'arrive pas à y croire*», Une candidate de l'UDC en passe d'être élue –

Alice Glauser – explique qu'elle n'y croit pas encore. Un syndic de Lausanne – Daniel Brélaz – assis devant un écran et entouré d'un auditoire respectueux a l'air de faire un cours de statistiques appliqués.

Les résultats finaux vont tomber d'une minute à l'autre nous ressasse-t-on depuis 10 minutes. Deux journalistes de SF1 sont tout frétilants à l'idée d'interviewer le dit syndic et demandent ce que c'est que le

bâtiment là-dehors juste à côté et si quelqu'un y habite. On leur explique que, non, personne n'habite dans le château cantonal qui est le siège du gouvernement. Les coca-cola sont aussi froids que le temps. Tout le monde a l'air content d'être là, dommage que les élections ne se déroulent que tous les 4 ans. C'était la fin d'une soirée d'élections fédérale à Lausanne.

Elections fédérales à Fribourg: un Sonderfall face au reste du pays?

Il vaut la peine d'examiner le détail des résultats

Erika Schnyder (22 octobre 2007)

Le canton de Fribourg peut se targuer d'avoir sauvé l'honneur de la gauche d'abord, mais de la Suisse surtout. Même si, inexorablement, l'UDC progresse, ce parti n'a pas réussi à percer comme il l'espérait et à décrocher un deuxième siège au National. L'analyse détaillée des résultats relève des aspects d'ailleurs fort intéressants.

D'abord, il y a le clivage villes-campagne. Si l'on prend les villes et les chefs-lieux, on découvre que les districts du Sud, soutiennent plus facilement l'UDC: en Broye, l'UDC devance le PS; en Glâne, il est légèrement en-dessous du PS et nettement en-dessous du PDC; en Veveyse, fief de Joe

Genoud, il devance largement le PS et le PDC; en Gruyère, UDC et PDC sont au coude-à-coude, tandis que le PS les dépasse largement. Dans les autres districts, l'UDC fait fort en Singine par rapport au PS, mais reste en-dessous du PDC, tandis que dans le Lac il devance largement le PDC et le PS, quoique moins nettement.

Le district de la Sarine mérite que l'on s'y arrête. Les villes et grandes communes votent largement à gauche: Fribourg et Villars-sur-Glâne; Marly reste plus fidèle au PDC, mais dans ces trois villes, l'UDC recueille entre 14 et 18% des voix (18% à Marly), le PS 29% à Fribourg et 34% à Villars-sur-Glâne (ces deux villes ont un

conseil communal majoritairement à gauche) et 25% à Marly; le PDC pour sa part obtient 24% à Fribourg, 23,5% à Villars et 27% à Marly. Les communes de la ceinture, soit Givisiez, Granges-Paccot et Corminboeuf ne soutiennent pas fortement l'UDC (entre 14 et 18,5%) tandis que le PS tourne autour de 30% dans ces communes, le PDC, pour sa part oscillant entre 23 et 26%. Le constat est grosso modo identique pour les communes de l'agglomération, l'UDC réalisant son meilleur score dans la commune germanophone de Guin et s'y rapproche à Tavel.

Mais le constat le plus intéressant, dans les villes et

les communes de l'agglomération est que plus on se trouve dans une commune confrontée à des problèmes sociaux, environnementaux, de sécurité et qui doit satisfaire à l'intégration des étrangers, plus on s'éloigne du vote UDC, alors que les communes de l'agglomération les plus proches de la campagne offrent

à l'UDC ses meilleurs résultats. Ce clivage villes-campagne montre bien que ce n'est pas la réalité du terrain qui attire le vote xénophobe et réactionnaire de l'UDC, mais bien l'exploitation de la peur ancrée dans l'inconscient collectif des habitants de la campagne.

A cet égard, le vote de Courtepin est significatif. Dans cette commune du Lac, où se trouve la plus forte proportion d'étrangers, le PS et l'UDC sont dos-à-dos avec 24% des voix, un léger plus allant au PS. Il faut donc mieux toucher la campagne, encore trop sensible au voix de l'extrémisme de droite.

Les trois voies de l'autopartage

La Grande-Bretagne et la France se lancent aussi, mais elles n'ont pas Mobility

François Brutsch (17 octobre 2007)

L'autopartage, c'est le fait pour un véhicule d'être rattaché à une organisation et mis à disposition de ses membres en fonction de leurs besoins, plutôt que de servir au seul usage d'une personne ou d'un ménage: il s'agit de promouvoir à la fois l'utilisation plus intensive d'une automobile qui, sinon, reste simplement parquée et son usage subsidiaire seulement là où elle est vraiment appropriée, après le déplacement à pied et en transports publics, en se déchargeant des soucis de propriété et d'entretien. Si la voiture est encore un symbole de la société moderne, ses modes d'utilisation sont également représentatifs de profondes différences dans les approches économiques et politiques. La manière dont l'autopartage se met en place dans différents pays en témoigne.

Le modèle communautaire

Avec *Mobility*, la Suisse a l'organisation d'autopartage la plus importante d'Europe: plus de 2'500 véhicules sont à

disposition sur plus de 1'000 emplacements (en particulier dans toutes les localités de plus de 10'000 habitants). Pour présenter tous les attributs de l'entreprise de service professionnelle et branchée (elle exporte et vend son savoir-faire), ce n'en est pas moins une société coopérative, même si ses véhicules sont aujourd'hui également à la disposition de clients non sociétaires. C'est au fond un service public, jouissant d'un monopole de fait, dont l'origine et le financement est entièrement privé et qui représente une économie de ressources (un véhicule pour 30 clients), un prolongement des transports publics et même un accès à la voiture pour des personnes qui en étaient privées. *Mobility* trouve son origine dans la fusion de deux coopératives historiques qui, elles, étaient franchement alternatives et anti-consommation: elles ont démarré il y a 20 ans avec chacune un véhicule et, respectivement, 8 et 17 membres! C'est la preuve par l'acte, qui nécessite un

consensus social fort et prend du temps pour faire évoluer en douceur les conceptions initiales et croître de manière organique.

Le modèle commercial

En Grande-Bretagne, l'apparition des *Car Clubs* est beaucoup plus récente: en 2000 à Bristol. Le vrai moteur de la création d'organisations d'autopartage réside ici dans l'esprit d'entreprise au sens commercial du terme: on y arrive après ses études de MBA par recherche inspirée du prochain créneau porteur, et l'on vise l'entrée en bourse qui matérialisera le succès pour les fondateurs. C'est la preuve par le profit, qui peut permettre un déploiement rapide et simultané, mais aussi potentiellement disparate, au gré des implantations locales, avec ses réussites, ses échecs et ses fusions ou acquisitions. Au total, l'autopartage existe déjà dans plus de 25 villes, au travers de quatre entreprises principalement (dont deux se font concurrence à Londres). Un modèle par nature

économique et souple, présentant tout de même des coûts de transaction non négligeables et les limites inhérentes à l'éclatement du marché.

Le modèle étatique

En France, il y a aussi eu de militants décidés à monter une coopérative, ou quelque entrepreneur désireux de se lancer sur la seule foi en son *business plan*. Mais c'est la démarche cartésienne qui est privilégiée: l'autopartage est une idée qui fait surtout son chemin dans des études techniques pour aboutir à des démarches politiques (dont le pivot est le sénateur Roland Ries, ancien maire de Strasbourg), avant son déploiement sous le parapluie des autorités nationales et locales. C'est la preuve par le décret. Le Vélib, à Paris après Lyon, démontre avec force la puissance de cette méthode, et réussit, du moins pour le vélo où le modèle communautaire, qui a aussi été tenté en Suisse ou ailleurs, a échoué alors que le modèle commercial n'entre

simplement pas en ligne de compte. De manière plus discrète, la municipalité parisienne vient aussi de se lancer dans l'autopartage. C'est probablement la méthode la plus coûteuse, la moins sensible aux besoins réels et à leur évolution, mais potentiellement elle est à même de garantir rapidité et uniformité de la mise en place, si les moyens sont là.

* * *

Ce n'est qu'une typologie, bien sûr, avec ce que cela suppose de simplifications. Elle ne doit pas masquer les convergences. Dans les trois cas, la visée idéaliste est présente, qu'elle soit utopiste, d'un altruisme pas nécessairement désintéressé ou technocratique. Les pouvoirs publics aussi, ravis d'apporter leur appui, sollicités ou organisateurs. Chaque modèle a ses avantages et ses inconvénients. Mais surtout il s'inscrit dans une représentation sociale des rôles respectifs de l'Etat, du secteur privé à but lucratif et du tiers-secteur qui est profondément

enracinée: même si l'on pouvait soutenir que l'un d'eux est globalement plus efficace, sa transposition forcée aurait peu de chances d'aboutir. La réalité pourra aussi s'éloigner des modèles théoriques: l'étatisme à la française s'accommode volontiers de délégations au secteur privé (à but lucratif ou non), avec les risques et tentations que cela comporte; l'approche commerciale ou communautaire pourrait gagner, et non perdre, à une régulation étatique minimale, légère, qui en faciliterait le développement en favorisant par exemple l'interconnexion entre organisations distinctes.

Ce qui est plus déprimant, c'est de constater que même après 20 ans et dans un contexte quasiment idéal de petit pays urbain doté d'un réseau de transports publics parfaitement intégré, l'autopartage concerne non pas 20%, non pas 10% mais seulement 3 à 4% de la population dotée d'un permis de conduire.

La taxe écologique réconciliée avec le social

Du sac poubelle à l'énergie, c'est la seule consommation excédentaire qu'il faut faire payer au prix fort

Pierre Imhof (19 octobre 2007)

La taxe oppose traditionnellement les verts et les socialistes. Instrument permettant d'influencer les comportements – notamment en faveur de l'environnement – pour les premiers, système antisocial pour les seconds.

La taxe a effectivement la vertu

de donner un prix à un service ou à un comportement généralement financé par l'impôt. Prenons l'exemple de l'élimination des ordures, dont le coût économique et écologique est invisible lorsque ce service est financé par l'impôt. En introduisant une taxe au sac, ce coût devient

transparent et une modification de comportement favorable à l'environnement est financièrement récompensée. On peut par ce système influencer les comportements de toute la chaîne économique: en taxant les carburants, les combustibles, l'intérêt pour des véhicules peu gourmands ou

des maisons économes augmente, ce qui va stimuler la recherche et la disponibilité de produits moins énergivores, même s'ils sont plus coûteux. La taxe est donc de ce point de vue vertueuse.

Le revers de la médaille, c'est que la taxe, selon son niveau, est pratiquement indolore pour les hauts revenus alors qu'elle peut être difficile à supporter pour des personnes moins favorisées. A supposer qu'il faille deux sacs poubelle par semaine, taxés à 3 francs la pièce, cela fait 300 francs par année. 25 francs par mois, c'est bien peu de choses pour la plupart des consommateurs... Mais c'est peut-être l'achat de trop le jour où il faut renouveler la réserve. Cet inconvénient limite d'ailleurs le niveau de la taxe: trop élevée, elle rendrait un service inaccessible à une partie de la population. Trop basse elle est inefficace.

Pour contourner cet inconvénient, et pour améliorer le système, il faut passer à la taxation non pas de la prestation, mais de sa consommation excessive. Il

convient au départ de déterminer la quantité – globale, puis par personne – de consommation admise d'une prestation. Celle-ci doit alors être accessible à prix modéré. Seule la part qui dépasse cette quantité est taxée, mais alors très fortement.

Supposons une ville de 10'000 habitants dont chacun produit 300 kg de déchets par an. Cela fait donc 3000 tonnes de déchets annuels. En mettant en pratique le tri et en évitant les emballages inutiles, il est possible de diminuer facilement ces déchets à 200 kg par personne, soit à 2000 tonnes pour la ville. La ville va donc distribuer à prix coûtant ou limité, à chaque habitant, 20 sacs permettant de contenir 10 kg. Des sacs supplémentaires seront disponibles, mais fortement taxés, en fonction du taux de persuasion que l'on veut mettre dans le système.

L'intérêt de ce système est qu'il permet de récompenser les personnes qui dépassent les objectifs fixés par la ville: la famille de 4 personnes qui dispose de 80 sacs et qui

parvient à n'en utiliser que 50 va pouvoir revendre les 30 restant. Leur prix sur le marché sera d'autant plus élevé que le prix de vente du sac officiel est haut. C'est l'application à la population du principe des droits de polluer négociables. Le prix du surplus et la quantité accessible à prix coûtant ou limité peut être déterminé chaque année en fonction des résultats de la période précédente, de l'évolution de la technique permettant de diminuer sa consommation et des objectifs fixés pour la période suivante. Le principe doit toujours être de ne pas taxer la consommation indispensable, mais uniquement la consommation excédentaire.

Ce système est évidemment applicable à d'autres domaines que celui des déchets. Il peut par exemple permettre de réguler la consommation d'énergie.

C'est la réconciliation de l'écologie et du social, en appliquant des principes économiques. Du développement durable, donc.

Le Costa Rica a voté oui au Traité de libre échange avec les Etats-Unis

Un vote serré pour un enjeu considérable

Charlotte Robert (20 octobre 2007)

Pour nous Suisses, qui votons sur tout et n'importe quoi, cela ne nous impressionne pas. Mais en Amérique latine, c'est le seul pays qui a organisé un référendum sur le sujet, le

premier de leur histoire (DP 1734).

On le sait, les Etats-Unis ont depuis 1994 un accord avec le Mexique et le Canada. Et on

sait aussi que la balance des effets du libre échange au Mexique penche plutôt du côté négatif. Il y a environ 5 ans, les Etats-Unis ont décidé de proposer aux pays d'Amérique

centrale un traité similaire. Du reste, pour tous les pays de la région le texte est parfaitement identique, il n'y a pas eu de négociations pour l'adapter à chaque cas; c'était à prendre ou à laisser. Tous les autres Etats l'ont signé et ratifié sans passer par le peuple. A l'exception du Costa Rica. Et c'est à la raclette – 51,6% contre 48,4 avec une participation de 60% – qu'il a été accepté. Encore trois jours avant le scrutin du 7 octobre, les sondages le donnaient perdant, alors que les syndicats avaient réussi à faire descendre dans la rue 100'000 personnes.

Il faut aussi dire – et nous Suisses pouvons bien le comprendre – que le gouvernement n'a pas réussi à faire comprendre aux citoyens pourquoi des traités internationaux peuvent être supérieurs à la législation nationale. Il y a en outre une relation d'amour-haine des Etats-Unis dans cette région du monde qui a tant souffert des visées colonialistes du grand voisin du nord. Le Costa Rica n'a pas eu à proprement parler une guerre civile mais il a vendu le 7 % de son territoire aux multinationales de la banane qui, encore maintenant, maltraitent leurs travailleurs.

Quelles sont les opportunités et les dangers pour ce petit pays de 4,4 millions d'habitants, avec le plus haut revenu par tête de l'isthme? Déjà 41% des exportations du Costa Rica vont aux Etats-Unis, des produits agricoles principalement et, de plus en plus de produits manufacturés en particulier des composants électroniques. Le président, Oscar Arias, grand propriétaire

terrien et exportateur d'ananas en particulier, ainsi que les chefs d'entreprise, ont fait campagne pour le oui, pour défendre leur beurre. Les chefs d'entreprise ont menacé leurs ouvriers de chômage au cas où le non l'emporterait.

Cependant, à mon avis, c'est plus la concurrence des pays voisins que le Costa Rica devait craindre en cas de refus. En effet, avec un revenu par tête cinq fois supérieur à celui du Nicaragua (4'980\$ contre 1'000), on pouvait logiquement craindre que les investisseurs ne s'intéressent plus à cette main d'œuvre chère. Le Costa Rica a par contre comme avantage des services publics qui fonctionnent et surtout une population très bien formée. Si le traité avait été refusé comme maintenant après son acceptation, les productions demandant de la main d'œuvre non qualifiée ne viendront pas au Costa Rica.

Les dangers quant à eux sont beaucoup plus nombreux. D'abord la libéralisation des télécommunications et des assurances. Quoique encore on puisse se demander qui va pouvoir faire mieux quand on sait que le prix d'une minute de téléphone fixe est de 0,4 cents et celui du cellulaire 0,6 (en dollar US). Mais le syndicat des télécoms et de l'électricité s'est battu comme un lion, entraînant d'autres derrière lui comme le puissant syndicat des enseignants, mais aussi les communautés amérindiennes, les étudiants et l'église protestante qui a aussi fait campagne contre le traité. Que va-t-il se passer au moment de la discussion des lois d'application? 13 doivent être adoptées avant la fin février

2008. L'hiver risque d'être chaud.

Autres perdants potentiels, les coopératives. Par exemple, toute l'industrie du lait est aux mains des paysans-éleveurs de bétail qui forment la coopérative Dos Pinos. Celle-ci produit tous les produits laitiers, lait, yoghourts, fromage, et n'a que Nestlé comme concurrent (qui produit sur place) et des petites fromageries artisanales. Dos Pinos c'est le bastion des paysans, mais sa part de marché s'effritera autant à cause du mécontentement des consommateurs que de la concurrence étrangère.

Et c'est effectivement au niveau des importations agricoles qu'il y a le plus à craindre. Les Etats-Unis subventionnent fortement leur agriculture ce qui leur permet d'exporter à des prix défiant toute concurrence même celle des pays les plus pauvres. On l'a vu avec le coton en Afrique sahélienne. Le Costa Rica est aussi producteur de coton; pour une bonne part il est utilisé sur place dans la fabrication de vêtements moyen de gamme. Est-ce que ces usines textiles se tourneront vers les Etats-Unis pour leur approvisionnement? A voir et on peut faire toute sorte d'autres hypothèses à l'heure qu'il est.

Mais le plus grave c'est l'accentuation de l'écart des revenus. Jusqu'à il y a une dizaine d'années, le Costa Rica était un pays assez égalitaire montrant le plus faible écart de revenus de l'Amérique centrale. Depuis, le néo-libéralisme a creusé le fossé, des villes fortifiées se sont construites à

l'ouest de la capitale où les riches cachent leurs fortunes et se protègent avec miradors et gardiens armés. A l'autre bout

de l'échelle sociale, les bidonvilles s'agrandissent de jour en jour où les plus pauvres subissent les attaques des

pluies diluviennes, comme on l'a vu ces derniers jours.

Disparition: Jeanlouis Cornuz, chroniqueur

Son nom est associé à 20 ans de la vie de DP

André Gavillet (19 octobre 2007)

A raison d'une chronique par semaine, rédigée avec une fidélité et une régularité sans défaut, Jeanlouis Cornuz a publié dans *Domaine Public* mille et un billets. C'est le chiffre, oriental, d'une collaboration de 20 ans, de 1972 (lancement de DP hebdomadaire) à 1992.

Cette chronique était, de tous les articles, un des plus lu. D'abord parce qu'elle était signée, en opposition à la signature collective des numéros que DP pratiqua longtemps. Mais surtout, Jeanlouis Cornuz disait «je», se situait, en balade avec son chien qu'il appelait Freiherr, ou réagissant à un article, ou commentant une lecture, ou

écrivait d'Italie, ou racontant une bonne histoire vaudoise. Si on peut faire cet anachronisme, chaque semaine, dans *Domaine Public*, il tenait son blog.

Il utilisait sa maîtrise de l'allemand pour faire passer des thèmes de débat développés outre Sarine, notamment dans *l'Arbeitszeitung (AZ)*. Sa connaissance politique de la Suisse allemande était nourrie, au-delà de l'actualité, par ses travaux sur Gottfried Keller, quand le radicalisme zurichois était un authentique mouvement de gauche!

Jeanlouis Cornuz, autre facette de son originalité, a travaillé,

dans la littérature française, sur des auteurs engagés politiquement, Roger Martin du Gard, Michelet, Dhôtel, sans parler de Victor Hugo dont il a présenté l'œuvre par un avant-propos à chaque volume de l'édition des œuvres complètes publiées par *Rencontre*. C'était un choix qui le distinguait des admirations qu'imposait la pensée dominante de gauche et qui donnait à ses chroniques, sous leur spontanéité, leur profondeur de champ, leur humanisme.

Ces chroniques de DP sont dans leur totalité une histoire de notre vécu politique, une œuvre.